

Cote du document:	<u>TFWG 2018/1/W.P.4</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>5</u>
Date:	<u>24 avril 2018</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

Résultats préliminaires de l'analyse des cofinancements du FIDA

Note aux membres du Groupe de travail sur le cadre de transition

Responsables:

Questions techniques:

Lisandro Martin
Directeur par intérim de la Division
des politiques et des résultats
opérationnels
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Ruth Farrant
Directrice de la Division des services
de gestion financière
téléphone: +39 06 5459 2281
courriel: r.farrant@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale de
l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Groupe de travail sur le cadre de transition — Première réunion
Rome, 4 mai 2018

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iii
Messages clés	iii
Étapes suivantes	iv
Généralités	1
I. Tendances historiques ressortant des données du FIDA relatives au cofinancement	1
A. Cofinancement par cycle de reconstitution	1
B. Différences régionales en matière de cofinancement	2
C. Tendances régionales en matière de cofinancement	3
D. Types de cofinanciers dans les projets du FIDA	5
II. Analyse des moteurs du cofinancement: méthodes et résultats	6
A. Méthodologie	6
B. Sélection des variables d'intérêt et des résultats clés	7
C. Variables liées aux pays	7
III. Facteurs liés aux projets	9
A. Facteurs liés au FIDA	9
IV. Corrélation entre le cofinancement et les caractéristiques des pays mises en évidence dans la performance du secteur rural et l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA	11
A. Performance du secteur rural	11
B. Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA	12
V. Cofinancement en nature	13
VI. Cofinancement fourni par le secteur privé	14
Appendices	
I. Data sample (Échantillon de données)	
II. Project sectors (Secteurs du projet)	

Sigles et acronymes

FIDA8	Huitième reconstitution des ressources du FIDA
GRIPS	Système de projets d'investissement et de dons
IVF	Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

Résumé

Messages clés

1. Le cofinancement global du FIDA au cours de la période de 20 ans allant de 1995 à 2014 indique une tendance à la baisse par rapport à la période couverte par la huitième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA8). Le ratio de cofinancement le plus élevé a été atteint durant FIDA8, tandis que FIDA10 apparaît comme le cycle de reconstitution des ressources le plus problématique à ce jour. Le contexte du développement international entre 2010 et 2012, associé à la crise alimentaire, peut expliquer le taux de cofinancement exceptionnel constaté lors de FIDA8. Les contributions du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) ont également été une source de cofinancement notable durant FIDA8 (voir section I.A).
2. On constate des différences considérables entre les régions et au sein de chaque région, et seule une poignée de pays clés contribuent au ratio de cofinancement (voir section I.B).
3. Une analyse quantitative a été réalisée afin de déterminer les moteurs du cofinancement national et international du FIDA. L'analyse permettra de dégager les éléments nécessaires à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action du FIDA en matière de cofinancement, conformément à l'engagement pertinent pris au titre de FIDA11¹.
4. Les résultats de l'analyse ont permis d'isoler plusieurs variables statistiquement significatives relatives aux pays, aux projets et à certaines caractéristiques spécifiques définies par le FIDA (voir section II).
 - Il s'agit en particulier du niveau de revenu, de la performance institutionnelle rurale, de la fragilité et de la vulnérabilité, ainsi que de la taille de la population rurale.
 - On constate que les grands projets associés à des partenariats élargis sont essentiels en matière de mobilisation des ressources.
 - Le rapport qu'entretient le FIDA avec le pays, sachant que l'on utilise le nombre de projets dirigés par un chargé de programme de pays (CPP) et dans le portefeuille comme indicateur, a également un impact important.
5. Par ailleurs, on a observé une forte corrélation entre les notes attribuées à la performance du secteur rural et à l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA (IVF) d'un pays et le cofinancement (voir section III).
6. En conséquence, les conclusions préliminaires appellent à adopter une approche différenciée au niveau régional et national, dans la mesure où il n'est pas possible d'appliquer les mêmes exigences à l'ensemble d'une catégorie de revenus donnée.
7. Le fait qu'il soit essentiel de reconnaître les contributions en nature apportées par les pouvoirs publics, les bénéficiaires et les partenaires d'exécution, et d'en rendre compte, n'a pas été mis en avant au FIDA. C'est pourquoi nous considérons que ce type de contribution, qui peut être considérable dans certains projets, a été sous-estimé dans le passé.
8. Une note technique portant sur le cofinancement national en nature a été élaborée. Celle-ci fournit, à chaque étape du cycle de vie d'un projet (conception, exécution et audit), des indications précises concernant la reconnaissance systématique et la mesure des contributions en nature au titre du cofinancement national, ainsi que la communication d'informations à ce sujet. Cette démarche permettra au FIDA d'améliorer ses capacités en tant que rassembleur de capitaux pour le financement

¹ Voir le document GC 41/L.3/Rev.1, Rapport de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, annexe I – FIDA11: Matrice des engagements, mesures contrôlables et calendrier.

du développement, et elle renforcera l'aptitude du Fonds à rendre compte de manière exhaustive de la mobilisation de ces ressources. La note sera intégrée dans le plan d'action et la stratégie du FIDA en matière de cofinancement.

9. Le FIDA déploie des efforts considérables pour recueillir des données sur les contributions privées mobilisées, mais il faut encore veiller à en prévenir la sous-estimation potentielle et s'efforcer de bénéficier des effets catalytiques (voir section V).

Étapes suivantes

10. Achever l'analyse en examinant, à la clôture des projets, l'écart entre les cofinancements approuvés et les cofinancements effectifs.
11. Affiner l'analyse qualitative au moyen d'une consultation supplémentaire.
12. Mener à terme l'étude de cas sur les effets catalytiques du secteur privé.
13. S'appuyer sur les études et analyses, y compris la note technique sur les contributions en nature, et présenter la stratégie et le plan d'action préconisés au titre des engagements de FIDA¹¹, et notamment les éléments susceptibles d'éclairer l'élaboration de nouvelles procédures de conception et d'exécution.

Résultats préliminaires de l'analyse des cofinancements du FIDA

Généralités

1. Pour relever les défis mondiaux du développement visés par les 17 objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut réunir et optimiser à l'échelle nationale et internationale des investissements de toute nature provenant de sources multiples et conjuguant des ressources publiques et des ressources privées.
2. L'une des principales orientations adoptées pour le modèle opérationnel de FIDA11 est que le FIDA doit devenir un catalyseur en matière de financement du développement, afin d'accroître son impact et de dépasser l'objectif ambitieux fixé pour FIDA11, à savoir un programme de prêts et dons de 3,5 milliards d'USD. Ainsi, un ratio de cofinancement cible de 1/1,4 a été fixé, en hausse par rapport au ratio cible de FIDA10, à savoir 1/1,2.
3. Pour atteindre ce ratio cible, le FIDA s'est engagé à réaliser une analyse de cofinancement et à élaborer une stratégie assortie d'un plan d'action "dans le but d'atteindre un ratio de cofinancement de 1/1,4 (international 1/0,6 et national 1/0,8), définir les différentes formes de cofinancement et les méthodes de calcul permettant d'en établir le montant, notamment en ce qui concerne les contributions en nature, et améliorer le suivi et l'information sur le cofinancement par source et par catégorie de pays, et mieux mesurer l'effet d'attraction exercé par le FIDA sur les investissements privés."²
4. Le cofinancement est examiné dans le contexte du cadre de transition du FIDA, par l'intermédiaire duquel le Fonds souhaite non seulement déterminer comment aider du mieux possible les pays à relever leurs défis de développement spécifiques, mais également déterminer ce que doit être la juste contribution des pays et la façon dont les autres partenaires du développement doivent collaborer d'une manière cohérente.
5. Le présent document expose les résultats préliminaires de l'analyse de cofinancement, qui éclairera l'élaboration de la stratégie et du plan d'action dont les objectifs institutionnels seront répercutés à l'échelle régionale pour être intégrés dans la formulation des stratégies de pays. Les observations du Groupe de travail sur le cadre de transition seront prises en compte.

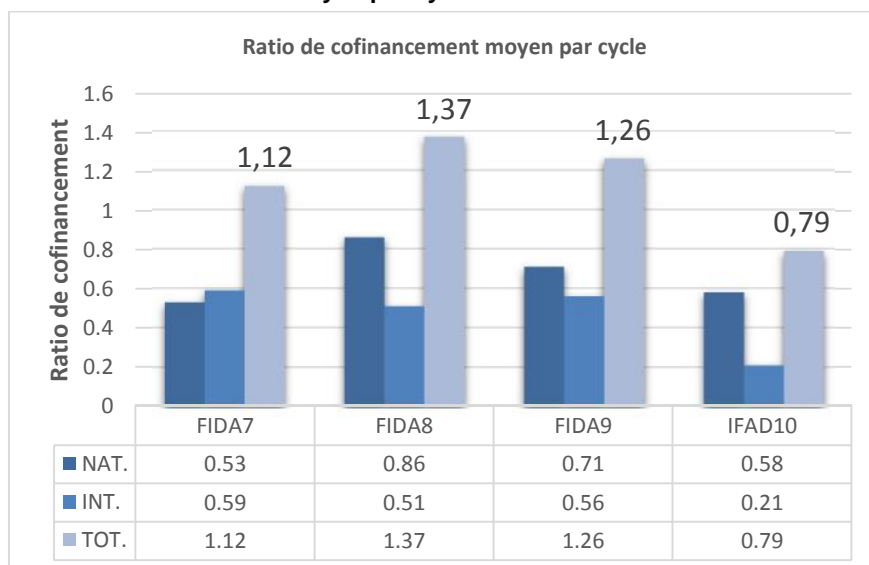
I. Tendances historiques ressortant des données du FIDA relatives au cofinancement

A. Cofinancement par cycle de reconstitution

6. La figure 1 montre l'évolution des ratios de cofinancement national et international moyens enregistrés par le FIDA lors des quatre derniers cycles de reconstitution. Le ratio de cofinancement total le plus élevé a été enregistré durant FIDA8, soutenu par le cofinancement national. Le ratio de cofinancement international le plus élevé a été atteint lors de FIDA7. Le pic atteint durant FIDA8 peut être attribué au montant de cofinancement exceptionnel affiché dans la région Afrique orientale et australe (ESA) dans le sillage de la crise alimentaire internationale de 2010-2012. En outre, le Fonds fiduciaire espagnol, sollicité en 2011, a fourni un cofinancement international important durant cette période.

² Voir le document de référence dans la note 1.

Figure 1
Ratio de cofinancement moyen par cycle de reconstitution

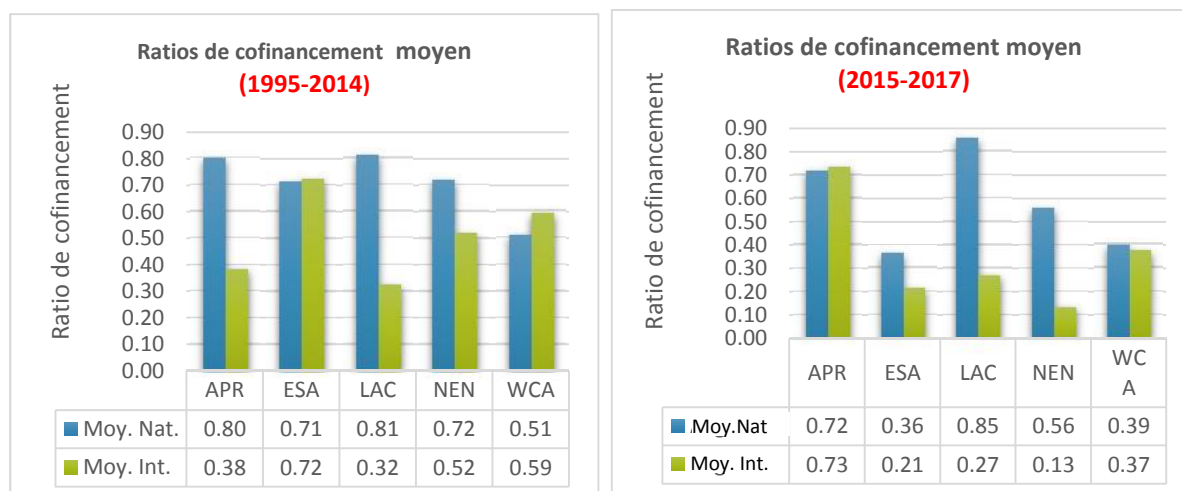


Source: Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS), données relatives au financement des projets d'investissement au 21 mars 2018.

B. Différences régionales en matière de cofinancement

7. On trouvera dans la figure 2 ci-après une comparaison des ratios de cofinancement national et international moyens dans les cinq divisions régionales du FIDA. En moyenne, sur la période 1995-2017, les Divisions Asie et Pacifique (APR) et Amérique latine et Caraïbes (LAC) ont enregistré le ratio de cofinancement national le plus élevé. Les pays contribuant le plus au cofinancement national dans la région APR sont les pays à revenu intermédiaire, à savoir l'Inde (1/1,54), la Chine (1/1,46), les Maldives (1/0,88), les Philippines (1/0,82) et le Bangladesh (1/0,67). Dans la région LAC, le cofinancement national est principalement le fait du Brésil (1/1,88), de l'Argentine (1/1,79), de la République bolivarienne du Venezuela (1/0,91), de l'Équateur (1/0,91) et du Paraguay (1/0,76).
8. Les ratios de cofinancement international les plus élevés entre 1995 et 2014 ont été enregistrés dans les régions ESA et Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA). Néanmoins, les trois dernières années ont été délicates pour la région ESA, qui a connu une baisse notable, tandis que la région WCA est restée stable. La région APR, en revanche, affiche une progression remarquable.
9. Les cinq principaux contributeurs dans la région ESA sont le Swaziland (1/3,88), l'Angola (1/1,34), Madagascar (1/1,33), la République-Unie de Tanzanie (1/0,99) et le Burundi (1/0,97). Dans la région WCA, les ratios de cofinancement international les plus élevés sont observés au Togo (1/1,51), au Ghana (1/1,13), en Gambie (1/1,06), au Niger (1/1,02) et au Mali (1/0,85). La région LAC a enregistré le ratio de cofinancement international le plus faible en moyenne sur cette période. Cela s'explique en partie par la volatilité importante des contributions des donateurs dans cette région. Un autre obstacle important à la mobilisation de ressources dans la région LAC est l'évolution des priorités nationales, qui passent du développement rural au développement urbain compte tenu de l'urbanisation croissante.

Figure 2
Ratios de cofinancement national et international moyens par région pour les périodes 1995-2014 et 2015-2017

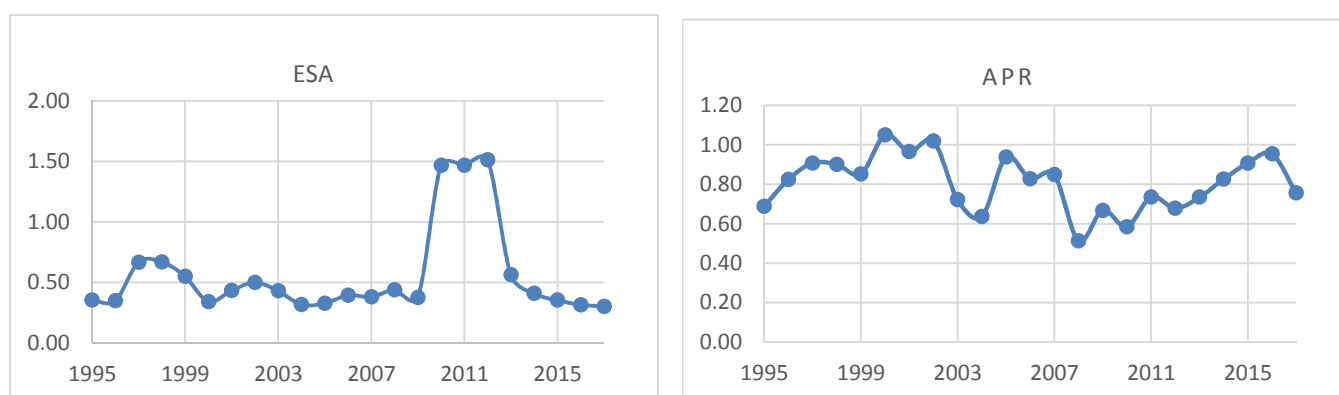


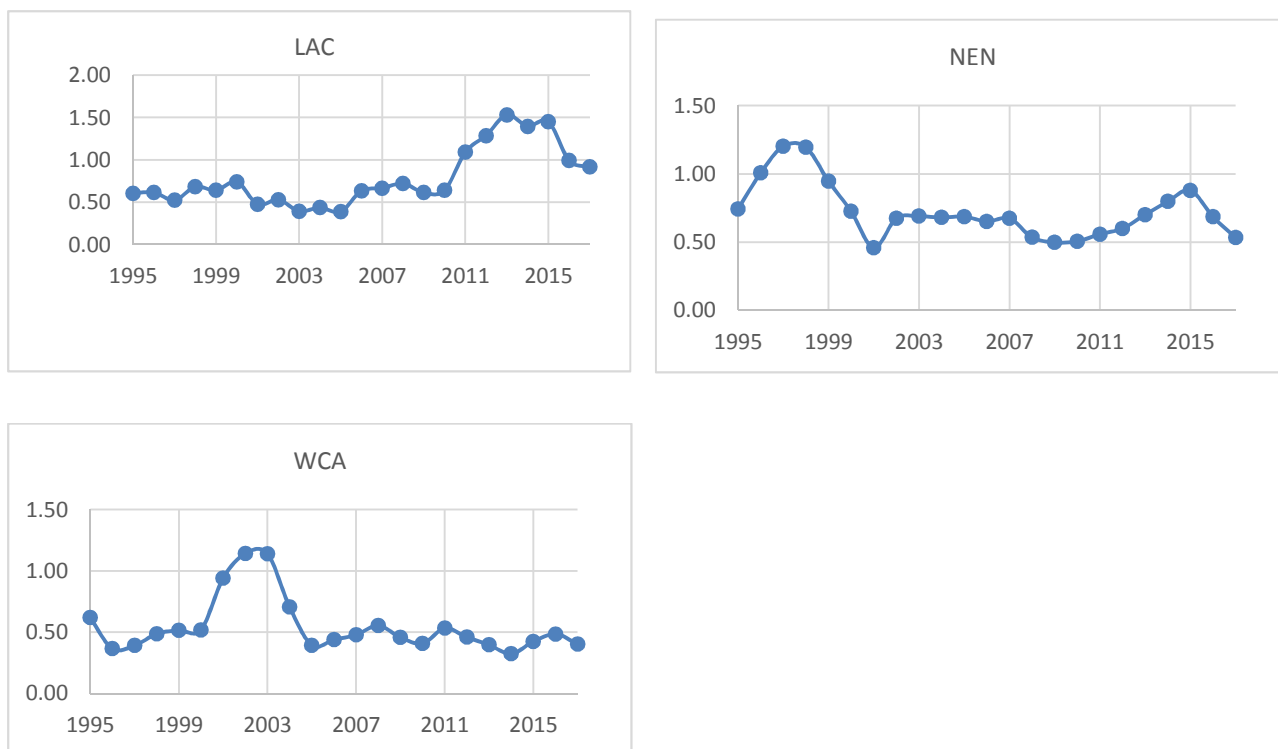
Source: GRIPS, données relatives au financement des projets d'investissement au 21 mars 2018.

C. Tendances régionales en matière de cofinancement

- La figure 3 ci-dessous montre les tendances en matière de ratios de cofinancement national dans les cinq divisions régionales. Entre 1995 et 2017, le cofinancement national affiche une tendance à la baisse dans toutes les régions, sauf la région LAC. Le ratio de cofinancement national moyen est le plus élevé dans la région APR; néanmoins, cela masque une tendance progressive à la baisse. La région ESA affiche le ratio de cofinancement national le plus stable sur la durée, même si la valeur moyenne absolue demeure faible.
- Comme on peut le voir dans la figure 3, la région WCA peine à mobiliser des ressources nationales importantes sur la durée. D'un côté, cette tendance peut s'expliquer par les conditions économiques particulièrement tendues des pays et les nombreuses situations de fragilité. D'un autre côté, la région peut être considérée comme celle qui est confrontée aux défis les plus importants en matière de développement, dans la mesure où la plupart des pays ont des revenus faibles et où de nombreux projets et initiatives de développement entrent en concurrence pour bénéficier des rares ressources publiques disponibles.

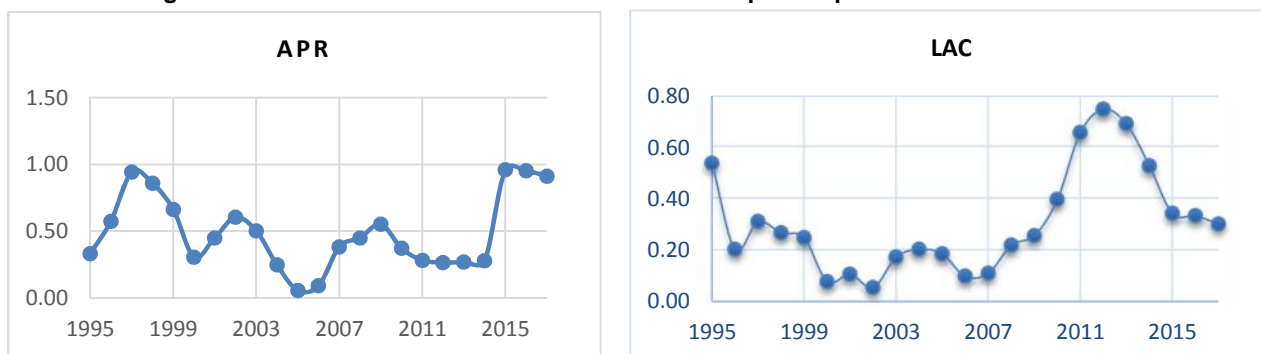
Figure 3
Tendances régionales des ratios de cofinancement national pour la période 1995-2017

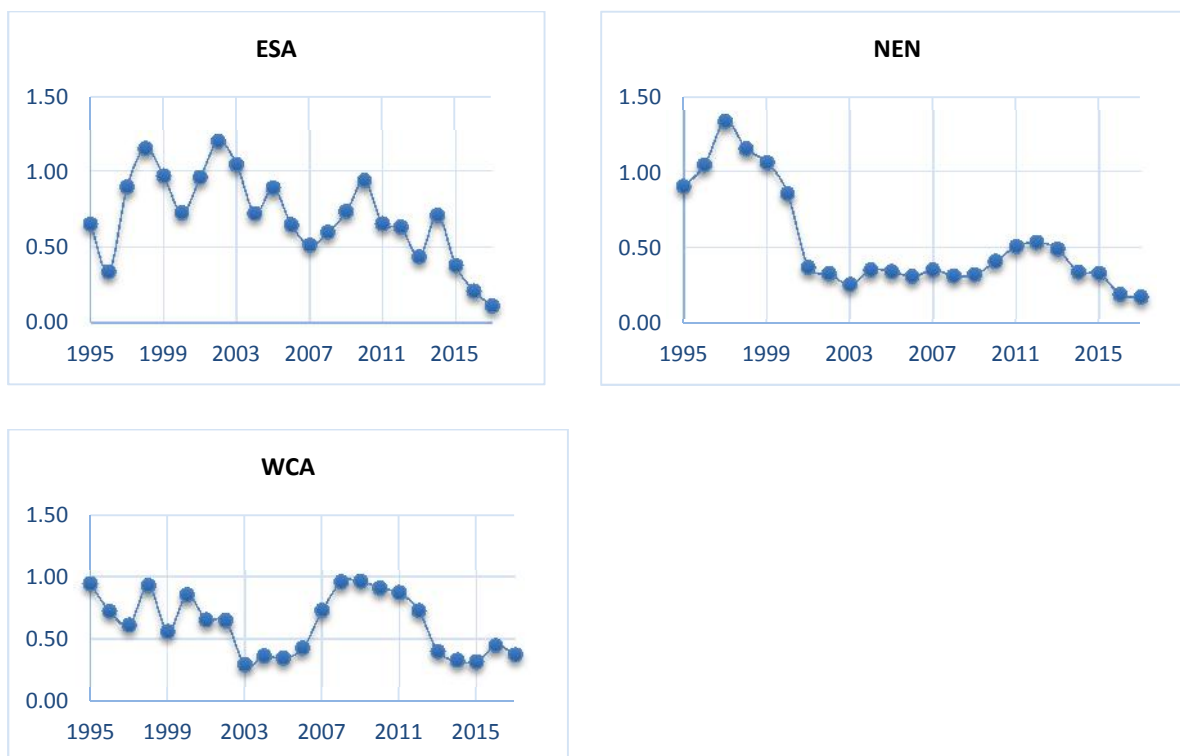




12. On peut observer au fil des années une grande variabilité en matière de cofinancement international. Cette instabilité doit être contrée mais, d'un autre côté, elle permet également d'apprendre du passé (s'agissant des caractéristiques du projet, des types de donateurs et des changements institutionnels) là où les ratios de cofinancement ont augmenté de manière significative.
13. Entre 1995 et 2017, les ratios de cofinancement international ont enregistré une tendance à la baisse dans toutes les régions, sauf LAC entre 2007 et 2014 (voir figure 4). Néanmoins, c'est dans la région LAC que le niveau de cofinancement international est le plus faible en moyenne.

Figure 3
Tendances régionales des ratios de cofinancement international pour la période 1995-2017

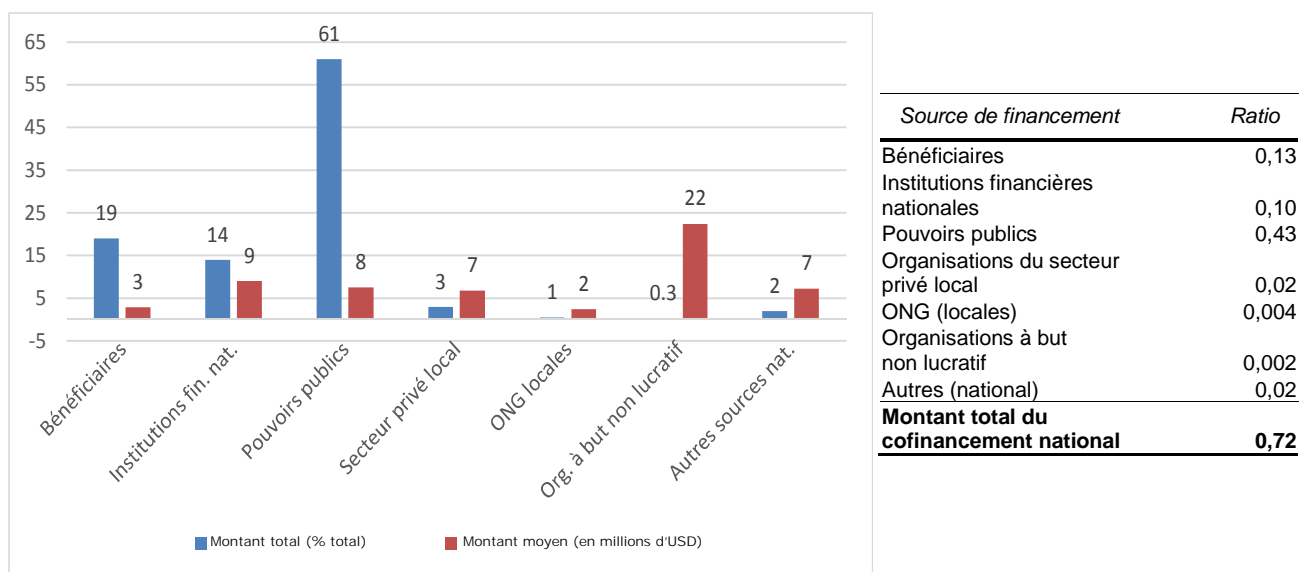




D. Types de cofinanceurs dans les projets du FIDA

14. Ces 20 dernières années, 94% du cofinancement national total ont été assurés par les pouvoirs publics, les bénéficiaires et les institutions financières des pays. Le ratio de cofinancement national global sur cette période de 20 ans a été de 0,72%.
15. La répartition des cofinancements national et international par type de source de financement, telle qu'elle est présentée ci-dessous, permet d'élaborer une cartographie des donateurs par domaine d'intérêt clé, ce qui aide le FIDA à adopter une approche sélective plus éclairée en matière de mobilisation des ressources.

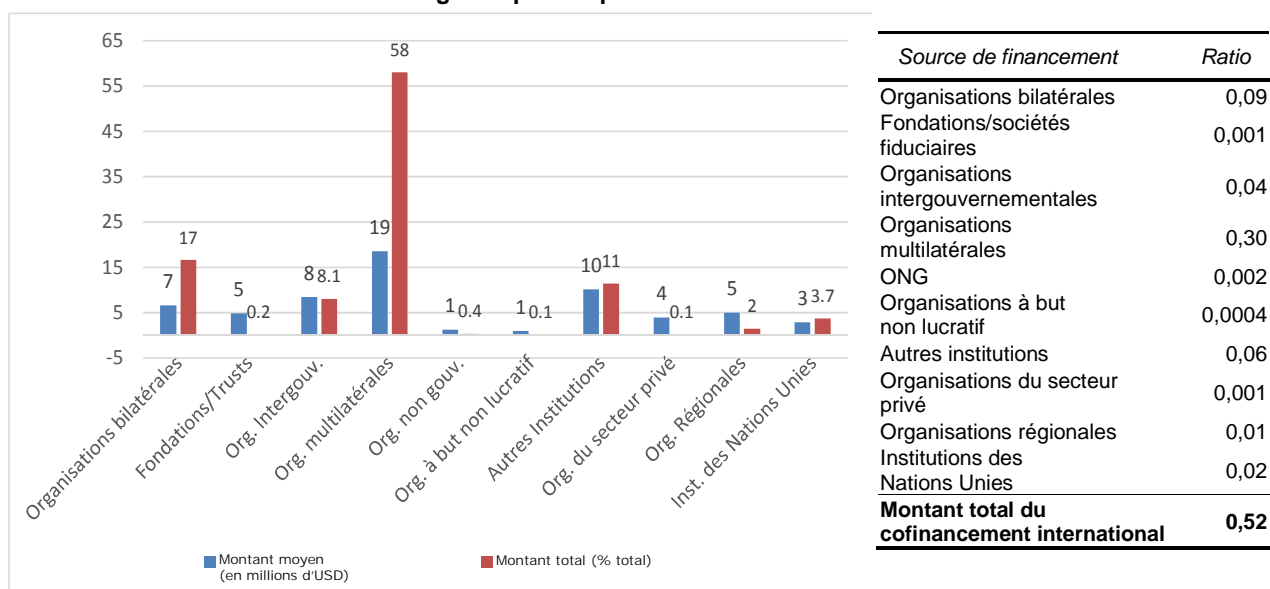
Figure 4
Ratio de cofinancement national global – 1995-2014



Source: GRIPS, données relatives au financement des projets d'investissement au 10 octobre 2017.

16. Le cofinancement international est principalement assuré par des organisations multilatérales, bilatérales et intergouvernementales qui fournissent environ 83% du total des contributions internationales.
17. Sans surprise, sur la période analysée, 58% des contributions ont été fournis par des organisations multilatérales. À l'échelle régionale, les principales contributions multilatérales provenaient de l'Association internationale de développement, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de la Banque africaine de développement et du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
18. Les donateurs bilatéraux, en particulier l'Agence française de développement, le Fonds fiduciaire espagnol et l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), ont contribué au cofinancement à hauteur de 17%.
19. Les discussions préliminaires au sein du FIDA ont également permis de vérifier que le cofinancement conjoint, pratiqué notamment par le Fonds fiduciaire espagnol et le FEM, constitue une source de ressources plus satisfaisante et plus stable.

Figure 5

Ratio de cofinancement international global pour la période 1995-2014

II. Analyse des moteurs du cofinancement: méthodes et résultats

A. Méthodologie

20. Cette analyse doit permettre de déterminer les facteurs qui influent sur la performance de cofinancement du FIDA. La première partie porte sur les données relatives aux cofinancements approuvés que les partenaires des projets s'engagent à apporter au stade de la conception. La seconde partie a trait aux écarts entre les montants de cofinancement engagés au stade de l'approbation et les montants effectivement décaissés pendant la durée de vie des projets. Ce deuxième aspect sera pris en compte dans la prochaine version du rapport.
21. Dans chacune des deux parties de l'analyse, une approche en deux étapes a été adoptée. La première étape consiste en une analyse quantitative réalisée en employant des modèles de régression, des analyses tendanciennes et des statistiques descriptives. La deuxième étape complète l'analyse quantitative par des informations qualitatives issues d'échanges avec des informateurs internes stratégiques tels que les économistes régionaux et les conseillers pour les portefeuilles.

22. Les données relatives au cofinancement sont ventilées entre contributions nationales et internationales, conformément à l'approche de la direction consistant à fixer des cibles distinctes pour ces deux aspects. Les ratios de cofinancement sont calculés annuellement sur la base d'une moyenne mobile triennale. Comparativement aux pratiques en vigueur dans les autres banques multilatérales de développement, cette méthode présente l'avantage de lisser les valeurs atypiques dans les ratios.
23. Les informations concernant le modèle de régression et la source de données figurent dans l'appendice I.
- B. Sélection des variables d'intérêt et des résultats clés**
24. Alors que la plupart des études sur l'allocation de l'aide s'appuient sur des variables macroéconomiques liées aux pays et, dans une certaine mesure, sur des variables liées aux projets pour intégrer ces trois dimensions du cadre d'allocation de l'aide, la présente étude élargit le cadre commun en intégrant des variables placées sous le contrôle direct du FIDA. Cette particularité constituera une source d'informations essentielle pour la stratégie de cofinancement.
- C. Variables liées aux pays**
- Niveau de revenu**
25. Deux aspects du niveau de revenu des pays sont pris en considération. Le premier aspect concerne le statut de pauvreté et est traduit par: i) le revenu national brut par habitant (RNB par habitant); et ii) la catégorie de revenu (pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). Sans surprise, les résultats de la régression sur données de panel confirment que les revenus, exprimés à la fois en RNB par habitant et en catégorie de revenu, sont positivement corrélés au cofinancement national.
26. Le deuxième aspect du niveau de revenu est la croissance du PIB comme indicateur de la performance économique d'un pays. Les données indiquent que plus le taux de croissance du PIB d'un pays est élevé, plus le niveau de cofinancement international est important. On constate l'effet inverse s'agissant du financement national. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les pays dont le PIB augmente attirent davantage d'investissements directs étrangers, réduisant ainsi la nécessité de puiser dans le budget national.
27. Les résultats de l'effet du revenu sur le cofinancement sont présentés dans le tableau 1. Les coefficients représentent l'importance de l'effet estimé de chaque variable. Par exemple, le fait d'appartenir à la catégorie des pays à faible revenu entraîne une baisse du ratio de cofinancement national d'un pays d'environ 29%.

Tableau 1
Variables de revenu

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient ^a (%)	Impact	Coefficient ^a
Effet du revenu				
Croissance du RNB par habitant	+	2**	Non significatif (NS)	(0,012)
PFR	-	(29)***	NS	0,02
PRI de la tranche supérieure	+	34***	-	(0,35)*
Croissance du PIB	-	(3)***	+	0,03**

^a Le ratio international étant indiqué en niveau, les coefficients sont exprimés en valeur différentielle absolue du ratio. Le ratio national étant indiqué sous forme logarithmique, les coefficients sont exprimés en pourcentage.

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

PFR: pays à faible revenu; PRI: pays à revenu intermédiaire.

- Population
28. La densité démographique (exprimée en nombre d'habitants au kilomètre carré) et la taille de la population rurale (exprimée en pourcentage de la population totale) servent à traduire l'effet de la population sur le cofinancement national et le cofinancement international.
 29. Densité démographique. Dans la mesure où les besoins augmentent proportionnellement à la population, l'analyse montre que la densité démographique a un effet statistiquement significatif sur le cofinancement international, ce qui est cohérent avec les études antérieures.
 30. Population rurale. Dans la mesure où la plupart des personnes pauvres des pays en développement résident dans des zones rurales, la taille de la population rurale est corrélée au statut de pauvreté. Les données confirment l'effet négatif escompté de la taille de la population rurale sur le cofinancement national.

Tableau 2
Variabes démographiques

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Effet démographique				
Densité démographique	NS	0,022	+	0,00084***
Croissance démographique	NS	5,1	NS	0,008
Population rurale (% pop. totale)	-	(0.7)**	NS	(0,00132)

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

Situation de fragilité

31. L'effet des situations de fragilité présentées par un pays sur le cofinancement est estimé grâce à trois indicateurs prévisionnels intégrés au modèle, à savoir le classement du pays comme étant en situation de fragilité³, la survenue de catastrophes naturelles dans le pays (nombre d'occurrences) et la population totale touchée par les catastrophes naturelles.
32. L'analyse de régression confirme l'hypothèse selon laquelle la fragilité est corrélée négativement au cofinancement national qui, dans les pays présentant des situations de fragilité, est inférieur de 30% à celui des pays ne présentant pas de situation de fragilité. En revanche, la fragilité est corrélée positivement au cofinancement international.
33. Le cofinancement international est également corrélé positivement au nombre total de personnes touchées par des catastrophes naturelles, mais la relation n'est pas significative.
34. Les données indiquent que le cofinancement international est nettement moins important lorsqu'un pays est frappé par des conflits ou qu'il est fortement exposé aux catastrophes naturelles. Ce résultat permet de conclure que la fragilité est associée à la fois à un risque et à une notion de besoin humanitaire qui influent différemment sur l'allocation de l'aide étrangère. Si la dimension humanitaire a un effet positif sur le cofinancement international, les risques associés à la fragilité ont un impact négatif.

³ Conformément à la liste harmonisée des situations de fragilité utilisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Tableau 3
Variables de fragilité

Variables	Facteurs de pays			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Effet de fragilité				
S'il s'agit d'un pays présentant des situations de fragilité	-	(30,4)***	NS	0,169
Population touchée par des catastrophes naturelles	+	3,12e-07**	NS	1,81e-09
Survenue de catastrophes naturelles	+	2,30***	-	(0,0221)*
Conflit d'État	NS	(0,105)	-	(0,287)**

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

III. Facteurs liés aux projets

35. Les caractéristiques des projets, notamment la taille et le secteur, revêtent une importance stratégique lorsqu'il s'agit de mobiliser des fonds en faveur du développement.
36. Les conclusions relatives à l'effet de la taille des projets sont présentées ci-après. L'appendice II présente un aperçu de la répartition des montants de cofinancement national et international entre les secteurs d'intervention des projets.

Taille des projets

37. La variable de taille des projets est prise en compte en regroupant les projets dans trois catégories: petits projets (budget total \leq 18,8 millions d'USD), projets moyens (18,8 millions d'USD < budget total < 49,12 millions d'USD) et grands projets (budget total \geq 49,12 millions d'USD). Cette catégorisation repose sur la répartition suivante:

Petit projet = budget total \leq 18,8 millions d'USD (premier quartile)

Projet moyen = 18,8 millions d'USD < budget total < 49,12 millions d'USD

Grand projet = budget total \geq 49,12 millions d'USD (troisième quartile)

38. L'analyse montre clairement que les petits projets tendent à attirer notablement moins de cofinancement national que les grands projets. Ce résultat est cohérent avec les constatations issues des consultations internes concernant les effets des grands portefeuilles, et il appelle le FIDA à adopter une approche plus programmatique lorsqu'il travaille avec les pays en développement.

Tableau 4

Choix de variables de projets

Variables	Facteurs liés aux projets			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Taille du projet				
Petit projet	-	(0,3)***	-	(0,22)**

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

A. Facteurs liés au FIDA

39. Les variables liées au FIDA sont des facteurs organisationnels potentiels qui placent le Fonds dans une position particulière (positive ou négative) s'agissant de mobiliser des ressources en faveur des projets ou programmes de développement qu'il finance.
40. Parmi ces facteurs, on peut citer les conditions de prêt, le profil des CPP, la présence de bureaux de pays du FIDA et le nombre de partenariats mobilisés pour un projet spécifique.

41. Les données indiquent que plus la valeur du portefeuille géré par un CPP est importante, plus le montant du cofinancement national l'est aussi. L'une des interprétations possibles est que la présence du FIDA dans le pays est plus pertinente et plus cohérente avec les priorités du gouvernement, donc plus à même d'attirer un cofinancement national. Plus le CPP a de l'expérience dans le pays, plus le ratio de cofinancement national est élevé. De fait, chaque année supplémentaire d'expérience acquise dans un pays entraîne une augmentation du ratio national d'environ 4% en moyenne, un effet marginal qui s'avère significatif.
42. En ce qui concerne le cofinancement international, les résultats montrent que les pays dans lesquels les CPP gèrent des portefeuilles importants mobilisent moins de cofinancement international. Ce résultat semble indiquer que les portefeuilles importants attirent davantage de ressources nationales, mais rendent moins nécessaire le recours à des acteurs internationaux supplémentaires. En revanche, le nombre de projets gérés par les CPP est positivement corrélé au cofinancement international. Chaque projet supplémentaire ajouté au portefeuille d'un CPP entraîne une hausse de 0,045 point du ratio de cofinancement international.
43. La présence de bureaux de pays semble également influencer positivement sur le ratio de cofinancement, en particulier le cofinancement international.

Tableau 5
Choix de variables liées au FIDA

Variables	Facteurs liés au FIDA			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Profil des CPP				
Expérience du CPP		0,0378**		(0,0128)
Nombre de projets gérés		(0,0246)		0,0448*
Valeur du portefeuille géré		1,14e-09**		(2,98e-09)***
Présence d'un bureau de pays		0,0903	+	0,242*

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

44. Un ratio de cofinancement national élevé se traduit par un ratio international élevé et inversement. Une contribution nationale importante en faveur d'un projet entraîne une forte appropriation par le bénéficiaire, ce qui conforte les donateurs étrangers dans leur volonté de collaborer au projet en question.
45. Comme on peut s'y attendre, les pays qui parviennent à établir un partenariat élargi pour les projets du FIDA mobilisent davantage de cofinancement national et international. En moyenne, l'ajout d'un partenaire de financement supplémentaire (national ou international) dans un projet induit un effet marginal d'environ 4,4% sur le cofinancement national. Concernant le ratio international, l'ajout d'un partenaire de financement supplémentaire induit comme effet marginal une hausse de 0,15 point. Ces effets sont fortement significatifs.

Tableau 6
Autres variables du FIDA significatives

Variables	Facteurs liés au FIDA			
	Ratio national		Ratio international	
	Impact	Coefficient (%)	Impact	Coefficient
Conditions de financement des projets				
Prêts aux conditions du marché		(0,291)		0,101
Nombre de sources de financement		4,38**		0,153***
Ratio international		25***		-
Ratio national		-		0,536***

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (** p<0,01, ** p<0,05, * p<0,1).

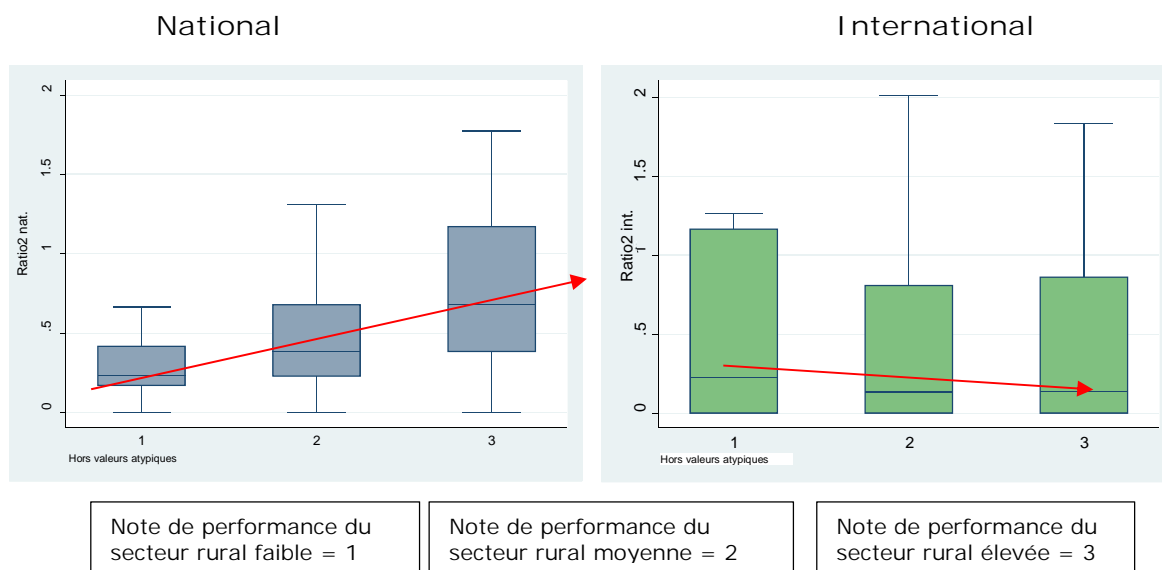
IV. Corrélation entre le cofinancement et les caractéristiques des pays représentées par la performance du secteur rural et l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA

A. Performance du secteur rural

46. Conformément à l'approche relative au cadre de transition, le FIDA s'intéressera à d'autres aspects pour améliorer son aptitude à évaluer les caractéristiques des pays, à savoir les variables de performance de pays figurant dans la formule du Système d'allocation fondé sur la performance, et plus spécifiquement la performance du secteur rural⁴ et l'IVF. La relation entre ces variables et le cofinancement a été analysée au moyen de tests de corrélation.
47. Les résultats indiquent que le cofinancement national est corrélé positivement à la note de performance du secteur rural d'un pays, tandis que le cofinancement international est corrélé négativement à cette note. Cela signifie que les pays où la capacité institutionnelle rurale est faible (classe de performance du secteur rural = 1)⁵ attirent davantage de cofinancement international, alors que les pays dont la note de performance du secteur rural est élevée en attirent moins.
48. La figure ci-après indique la répartition des ratios de cofinancement national et international pendant la période 2007-2015 pour les pays dont la performance du secteur rural est faible, les pays à performance moyenne et les pays à performance élevée.

Figure 6

Corrélation entre cofinancement et performance du secteur rural



49. Les résultats des régressions sur données de panel à variable unique indiquent une forte corrélation positive entre ratio de cofinancement national et performance institutionnelle du secteur rural (colonne 1 du tableau 7), ce qui signifie qu'en moyenne les pays affichant une note de performance du secteur rural élevée

⁴ La note de performance du secteur rural, établie par le FIDA tous les trois ans dans les pays où il intervient, sert à évaluer la qualité des politiques et des institutions dans les domaines liés au développement rural et à la transformation du monde rural.

⁵ Le classement est réalisé comme suit:

- Performance du secteur rural faible (classe 1) = note $\leq 3,165$ (premier décile).
- Performance du secteur rural moyenne (classe 2) = $3,165 < \text{note} < 4,32$.
- Performance du secteur rural élevée (classe 3) = note $\geq 4,32$ (troisième quartile).

enregistrent également un ratio de cofinancement national notablement plus important.

Tableau 1
Régression à variable unique entre performance du secteur rural et cofinancement

Variables	Ratio national	Ratio international
Note de performance du secteur rural	0,492***	(0,237)
Constante	(1,188)**	1,692**
Observations	583	583
Nombre de pays	93	93

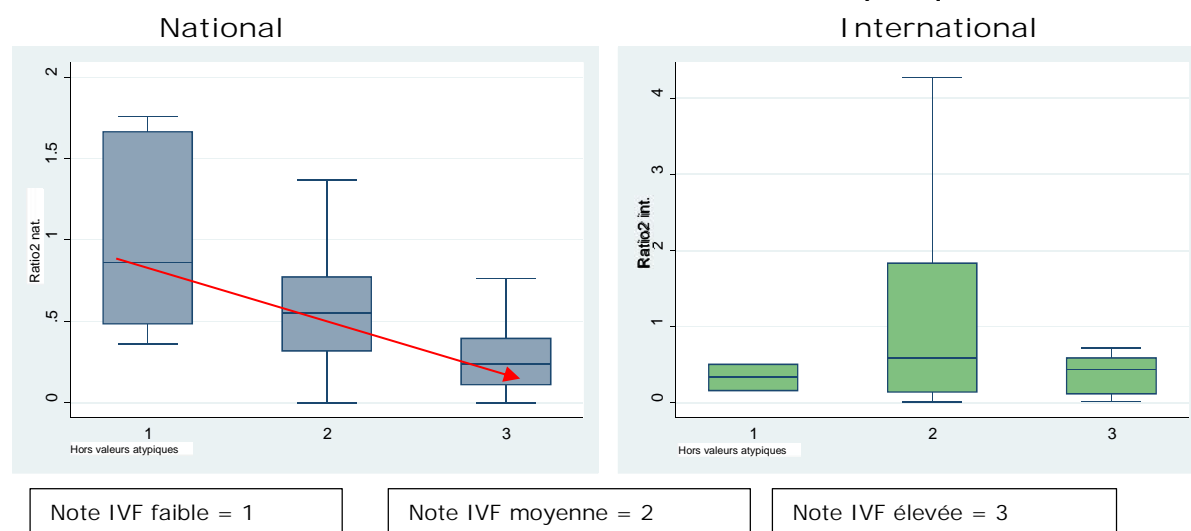
Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$).

B. Indice de vulnérabilité spécifique au FIDA

50. Un test identique a été réalisé concernant la relation entre le cofinancement et l'IVF, qui sert à mesurer la vulnérabilité globale d'un pays⁶. Ce test a montré que le ratio de cofinancement national était corrélé négativement à la note IVF du pays⁷ (voir figure ci-après). En revanche, il existe une corrélation positive entre le ratio de cofinancement international et la note IVF. Néanmoins, cette tendance semble se vérifier uniquement lorsque l'on compare les pays dont la note IVF est faible à ceux dont la note IVF est moyenne.

Figure 7

Corrélation entre cofinancement et note de l'indice de vulnérabilité spécifique au FIDA



51. Le résultat du modèle de régression à variable unique⁸ confirme la corrélation négative constatée entre cofinancement national et IVF. En ce qui concerne le cofinancement international, le test de corrélation démontre que, comme mentionné précédemment, une vulnérabilité très importante peut être négativement corrélée au cofinancement international en raison du facteur de risque.

⁶ La note IVF a été élaborée pour tenir compte du caractère multidimensionnel de la pauvreté rurale. Il s'agit d'un indice composé de 12 indicateurs à pondération égale, qui mesure la vulnérabilité rurale du point de vue de l'exposition, de la sensibilité et de la faible capacité d'adaptation face aux causes ou phénomènes endogènes ou exogènes. Chacun de ces sous-indicateurs peut être associé à un ou plusieurs domaines prioritaires de l'IVF, à savoir la sécurité alimentaire, la nutrition, les inégalités et la vulnérabilité face aux changements climatiques.

⁷ Le classement est réalisé comme suit:

- IVF faible = note IVF $\leq 0,33$ (premier décile)
- IVF moyen = $0,33 < \text{note IVF} < 0,58$
- IVF élevé = note IVF $\geq 0,58$ (troisième quartile).

⁸ Ici, on utilise la régression des moindres carrés ordinaires, car seule l'année 2017 est comptabilisée.

Tableau 2
Régression à variable unique entre IVF et cofinancement

<i>Variables</i>	<i>Ratio national</i>	<i>Ratio international</i>
Note IVF	(0,437)*	(0,117)
Constante	1,644***	0,612
Observations	61	61
R carré	0,047	0,000

Note: L'astérisque (*) indique le niveau de signification statistique du coefficient (*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$)

V. Cofinancement en nature

52. Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une contribution en nature fournie par des partenaires de projet désigne le transfert de propriété d'un bien ou d'un actif, autre qu'une somme en espèces, ou la prestation d'un service, sans aucune contrepartie. De ce fait, les contributions en nature peuvent être des biens matériels ou immatériels transférés à une entité dans le cadre d'une transaction sans échange effectuée sans frais mais éventuellement soumise à certaines stipulations, ainsi que des services fournis par des personnes à une entité dans le cadre d'une transaction sans échange (c'est-à-dire salaires; travail – à titre professionnel ou à titre bénévole; rémunération de partenaire; rémunérations d'enseignants et exemption fiscale). Les contributions en nature représentent une source de revenus et, bien que non monétaires, elles constituent une part considérable des ressources du projet.
53. Il est essentiel que les contributions en nature fournies aux projets soient enregistrées en sus des contributions en espèces, et ce pour plusieurs raisons:
- Elles font partie du coût effectif du projet lorsqu'elles sont prises en compte dans le budget du projet.
 - Elles peuvent constituer la seule contribution ou la contribution principale d'un emprunteur ou d'un bénéficiaire d'un projet.
 - Elles prouvent aux donateurs que les emprunteurs et les bénéficiaires des financements du FIDA contribuent de manière non négligeable aux projets et qu'ils y adhèrent.
 - Elles seront intégrées dans le ratio de cofinancement et s'ajouteront à la contribution réelle des emprunteurs et des bénéficiaires en faveur des projets, en sus des contributions en espèces et des exonérations fiscales.
54. Sur la période 1995-2014, la contribution globale des bénéficiaires s'est élevée à 19%. Sur une dizaine d'études de cas réalisées sur des projets, la contribution en nature des bénéficiaires a été estimée en moyenne à 13% du coût total des projets. Les contributions en nature peuvent également être apportées par les pouvoirs publics, principalement sous forme d'exonérations fiscales et sous forme de services et de biens fournis par les administrations et les partenaires d'exécution. Cet élément doit faire l'objet d'un suivi plus efficace et plus analytique.
55. À l'heure actuelle, les contributions en nature ne sont pas systématiquement prises en compte dans le financement global d'un projet pour plusieurs raisons: i) les complexités techniques inhérentes à l'évaluation et à la mesure fiable de ces contributions, notamment l'utilisation non homogène de systèmes comptables pour assurer le suivi et la communication des informations; ii) le manque de compréhension quant à l'importance que revêt la communication de ces données; iii) l'incertitude concernant la concrétisation effective de ce type de contribution; et iv) la réticence des auditeurs à fournir des garanties sur les montants inscrits dans les états financiers. Faute de rapports fiables et actualisés concernant ces actifs, il n'est pas possible de recenser intégralement les ressources et les activités économiques d'un projet, ce qui rend les états financiers imparfaits et les informations relatives au cofinancement incomplètes.

56. Une note technique interne ayant trait au cofinancement national en nature a été élaborée afin de fournir, à chaque étape du cycle de vie d'un projet (conception, exécution et audit), des indications précises concernant la reconnaissance et la mesure des contributions en nature au titre du cofinancement national, ainsi que la communication d'informations à ce sujet. La note sera intégrée à la stratégie. Cette démarche permettra de procéder à un suivi systématique des contributions en nature et renforcera l'aptitude du FIDA à rendre compte de manière exhaustive de la mobilisation de ce type de ressources.

VI. Cofinancement fourni par le secteur privé

57. On constate dans la bibliographie un intérêt croissant pour la façon de définir et de mesurer les contributions fournies par le secteur privé. Ces deux aspects présentent des défis que le FIDA entend relever. Selon le Comité d'aide au développement⁹ de l'OCDE, la mobilisation quantifie le lien de causalité direct entre le financement privé mobilisé pour un projet spécifique et une intervention officielle. Le terme de "financement mixte" est de plus en plus utilisé. Le terme d'"effet de levier" est habituellement associé à un ratio. L'"effet catalytique" désigne généralement les résultats des actions visant à induire un changement positif qui peut être d'ordre financier (montants mobilisés) ou non monétaire (transfert de connaissances, mise en commun de nouvelles pratiques, introduction d'une politique, etc.). Il est généralement admis que l'effet catalytique demeure difficile à mesurer statistiquement.
58. Les types de contributions du secteur privé que l'on trouve dans les projets du FIDA sont généralement les suivants: i) formation et assistance technique, et mise à disposition de bâtiments, d'installations, de matériel, de fournitures, de services liés aux intrants (intrants agricoles, transport, etc.) par des prestataires de ce type de services ou des agroentreprises/fournisseurs de matières premières; et ii) des ressources financières supplémentaires fournies par des prestataires de services financiers partenaires et des banques commerciales. Il est souvent difficile de mesurer ou de quantifier les contributions relevant du point i), car elles sont souvent en nature, ne sont pas connues a priori ou sont difficiles à évaluer et/ou parce que l'entité privée ne souhaite pas en rendre compte.
59. Entre 1995 et 2014, environ 37 projets du FIDA ont bénéficié de contributions privées. Le cofinancement privé moyen, tel qu'enregistré officiellement au stade de la conception, a représenté environ 12% du coût total des projets. Cette part de cofinancement privé est également évoquée dans les études de cas réalisées sur cinq projets. Dans certains projets où le FIDA promeut des modèles d'entreprise conjointe avec des entités du secteur privé, notamment au titre de l'approche des partenariats public-privé-producteurs, la contribution de contrepartie du secteur privé peut être estimée et est intégrée dans le coût total du projet. Néanmoins, le FIDA ne vérifie pas systématiquement la concrétisation effective des contributions qui ont été estimées, et il convient de s'y intéresser davantage dans les systèmes de suivi-évaluation des projets.
60. Le FIDA réalise une série d'études de cas sur ses projets pour mettre au point une méthodologie normalisée permettant de mesurer l'effet catalytique de la mobilisation du secteur privé.

⁹ OCDE, Private finance mobilization by official development finance interventions, février 2016.

Data sample

1. Using Panel regression model, an econometric estimation of the determinants of domestic and international cofinancing ratios is conducted.¹⁰ This analysis has been complemented by distributional trend analysis that highlight the main historical patterns in the cofinancing data. The data sample used for this analysis is described below.

Source of data

2. Investment Projects approved before 1995 and beyond 2014 have been excluded from the sample, restricting the analysis timeframe to a 20 year period from 1995 to 2014.¹¹
3. Other external databases have been consulted to complement the project data with country-level socioeconomic information. These sources include the World Bank's development indicators and governance indicators databases, IDEA¹²'s Global State of Democracy Indices, etc. Table 1 presents the structure and distribution of the sample.

Table 1

Panel Sample data

<i>Data description</i>	
Source	GRIPS data + external databases
Period	Projects approved between 1995-2014
Number of Projects	APR: 141 ESA: 103 LAC: 90 NEN: 103 WCA: 122
Number of Countries	109
Total Observations	Country x Year: 543

¹⁰ A panel regression model is applied to identify the most significant factors that impact domestic and international cofinancing in IFAD supported projects. The model allows the estimation of the magnitude and direction of impact of each explanatory factor. A challenge worth noting when conducting such analysis is the restricted number of studies in the literature addressing domestic cofinancing. The literature on aid allocation, albeit relatively old, is well documented on the factors explaining foreign donors' aid giving behavior, but lack substantially, empirically tested information on the incentives behind counterpart contributions. The (World Bank, 2013) is at our knowledge the only study that had investigated determinants of counterpart funds in development projects using empirical estimation.

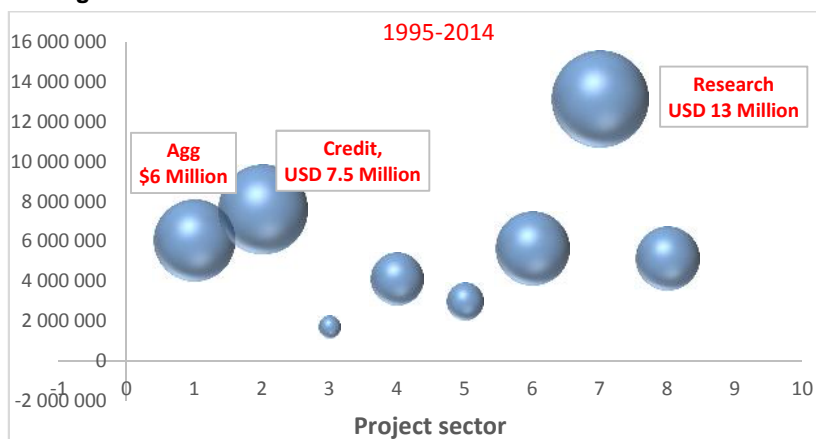
¹¹ Multiple reasons motivate this sampling decision, worth mentioning is the poor quality of the data reporting prior to early 90's when IFAD has no Corporate Databases put in place to systematize and automate the reporting of the financing and results data. Another reason is that most of the notable institutional changes or operational procedures that reinforce IFAD's role as assembler of development Funds (Business Model, IFAD partnership Strategy, General Conditions for Agricultural Development Financing etc.) occurred within the period of the last 10 years.

¹² IDEA : (International) Institute for Democracy and Electoral Assistance

Project sectors

1. The integration of donors' interests and compliance with their funding eligibility criteria is of crucial importance for an effective resource mobilization strategy. Projects 'partners adopt a selective approach in cofinancing, favoring programs whose development objectives align with their own priority areas or contribute significantly to the national strategic frameworks for poverty reduction and sustainable development. Therefore, identifying projects characteristics that incentivize most domestic and international cofinancing can support the elaboration of a more tailored approach to resource mobilization.
2. Figure 1 displays average domestic cofinancing invested per project priority sector.¹³ The data show that on average, between 1995-2014, projects implementing research activities have attracted more domestic cofinancing than others. Following the research sector, projects providing financial services and projects promoting agricultural development are respectively the second and third top projects to attract more domestic counterpart funding. In recent years (2015-2017), domestic cofinancing priority areas have shifted with more focus on Irrigation projects, Rural development projects and projects promoting marketing activities respectively.

Figure 1
Average domestic contribution/sector*

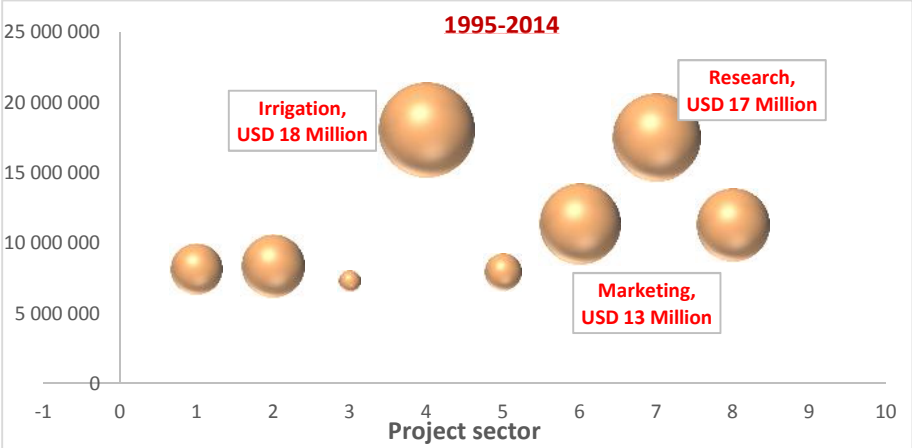


* See footnote 13 below.

3. The top three project sectors to attract most international cofinancing are respectively in irrigation, research and marketing sectors. Over the past three years, this pattern has not changed for the distribution of international cofinancing per project sector with still Irrigation projects, research projects and marketing projects driving on average more funding.

¹³ The categorization used is: 1 Agriculture, 2 Credit, 3 Fishery, 4 Irrigation, 5 Livestock, 6 Marketing, 7 Research, 8 Rural development. This categorization is currently under review.

Figure 2
Average International contribution/sector*



* See footnote 13 above.